

champ M. le chancelier de la Confédération du Nord : « C'est Paris, lui dis-je que vous nous demandez ; car nous refusons le ravitaillement pendant l'armistice, c'est nous retirer un mois de notre résistance ; exigez de nous un ou plusieurs forts, c'est nous demander nos murailles. C'est, en un mot nous demander Paris en vous donnant les moyens de l'affamer ou de le bombarder. Or, en traitant avec nous d'un armistice, vous n'avez jamais pu supposer que la condition en serait de vous livrer Paris lui-même, Paris, notre principale force, notre grande espérance, et pour vous la grande difficulté que vous n'avez pu vaincre après 50 jours de siège. »

« Arrivés à ce point, nous ne pouvions plus faire un pas ; je le fis remarquer à M. de Bismark, et il me fut facile de reconnaître que l'esprit militaire l'emportait en ce moment, dans les résolutions de la Prusse, sur l'esprit politique, qui conseillait la paix et tout ce qui pouvait y conduire.

« Je demandai alors à M. de Bismark la faculté de me rendre de nouveau aux avant-postes pour m'entretenir de cette situation avec M. Jules Favre, à qui il se prêta avec une courtoisie que j'ai toujours rencontrée dans tout ce qui concernait les relations personnelles. En me quittant, M. le comte de Bismark me chargea de déclarer au gouvernement français que, si on voulait faire les élections sans armistice, il leur laisserait une liberté entière dans tous les pays occupés par les armées prussiennes, et y ajouterait des facilités de communication entre Paris et Tours pour tout ce qui concernerait l'objet des élections.

« Je recueillis cette déclaration et je me rendis le lendemain, 5 novembre, aux avant-postes français. Je les franchis pour m'aboucher avec M. Jules Favre, dans une maison abandonnée. Je lui fis un exposé complet de la situation tout entière sous les rapports politique et militaire, en lui laissant jusqu'au lendemain pour m'adresser la réponse officielle du Gouvernement, avec tous les moyens pour me la faire parvenir à Versailles. En effet, je la reçus le lendemain dimanche, 5 novembre. Elle m'invitait à rompre la négociation sur la demande repoussée du ravitaillement, à quitter immédiatement le quartier-général prussien pour me rendre à Tours, et y rester, si j'y consentais, à la disposition du gouvernement, en cas que mon intervention pût encore être utile à des négociations ultérieures.

« Je communiquai cette résolution à M. de Bismark, lui répétant que nous ne pouvions lui livrer ni la substance, ni les défenses de Paris, et que je regrettais amèrement de n'avoir pu conclure un acte qui aurait été un acheminement vers la paix.

« Tel est l'exposé fidèle de cette négociation, que j'adresse aux quatre puissances neutres qui avaient eu la bonne inspiration de désirer, de vouloir, de proposer une suspension d'armes, laquelle aurait rapproché le moment où l'Europe entière pourra respirer, reprendre les travaux de la civilisation, et ne plus dormir d'un sommeil agité, avec la crainte de voir à chaque instant surgir quelque accident redoutable qui propage sur le continent tout entier l'incendie de la guerre.

« C'est maintenant aux puissances neutres à juger s'il a été tenu assez de compte de leurs conseils, et ce n'est pas à nous, j'en suis certain, qu'elles pourront reprocher de n'avoir pas fait de ses conseils le cas qu'ils méritaient. Nous les faisons juges, du reste, de la conduite des deux puissances belligères, et je les remercie, pour ma part, au double titre d'homme et de Français, de l'appui qu'elles m'ont prêté dans les efforts que j'ai tentés pour rendre à ma patrie les bienfaits de la paix, de cette paix qu'elle a perdue non par sa faute, mais par celle d'un gouvernement dont l'existence est la seule faute de la France ; car c'en est une bien grande, bien irréparable, de s'être donné un tel gouvernement, et de lui avoir sans contrôle abandonné toutes ses destinées.

« Agréé, etc.

« Tours, le 9 novembre 1870.

« A. THIERS. »

## INFORMATIONS ET NOUVELLES

Depuis deux jours, dit le *Journal du Loiret*, l'aspect d'Orléans a bien changé. Morne, silencieuse et comme en deuil, notre ville supportait lundi encore la présence des Prussiens avec la tristesse et la dignité qu'elle a eues à un si haut degré pendant toute l'occupation. Aujourd'hui, c'est une cité délivrée plus bruyante et plus gaie qu'elle n'était même autrefois ; il semble qu'on y respire à l'aise ; le sentiment de la liberté se montre sur tous les fronts comme dans tous les actes ; on parle enfin, sans contrainte ; des groupes nombreux couvrent les trottoirs ; les chevaux eux-mêmes, autrefois exilés ou prisonniers, ont reparu dans les rues d'Orléans. Partout on trouve l'expression d'un patriotisme qui reprend ses espérances ; on aperçoit les marques d'une joie vraiment française et nationale qui se manifeste avec la plus grande vivacité.

Nos soldats sont accueillis avec des sympathies qui démentent, parmi tant d'autres preuves, les grossières et viles accusations dont Orléans a été l'objet, après l'envahissement dont il a souffert, et dans le malheur qui l'empêchait d'y répondre.

Le Français dit qu'on prépare en ce moment le château d'Arenenberg, propriété et ancienne résidence de Napoléon III, dans le canton de Thurgovie. De nombreux bagages ne cessent d'y arriver. On croit qu'assitôt la paix faite, l'ex-empereur ira y résider. On y attend l'arrivée de l'ex-impératrice.

On annonce la publication prochaine de papiers très-curieux sur le Mexique et très-compromettants, dit-on, pour le maréchal Bazaine.

On ajoute que ces papiers sont actuellement entre les mains d'un officier anglais qui a fait en amateur l'expédition du Mexique.

Dans un numéro du journal *les Nouvelles*, publié à Paris, il est dit que le gouvernement central aurait l'intention de remplacer par des hommes plus jeunes MM. Grémeux et Glais-Bizoin.

D'après l'*Allgemeine Zeitung*, auquel on écrit de Versailles, le général de Moltke serait assez sérieusement malade dans cette ville.

Le 7 novembre trois ou quatre cents prussiens, avec trois pièces de canon, se sont rendus à Forêt-la-Folie dans l'Euire. Ils ont bombardé cette commune, tué un habitant nommé Campigny, chez lequel ils supposaient que des francs-tireurs étaient cachés, et blessé mortellement un garde appelé Laisné.

De là ils se sont rendus à Guiry, où ils ont fusillé six habitants ; quatre autres ont été mortellement blessés. Une partie de la ferme de M. Besard et une autre habitation ont été la proie des flammes.

Ni dans l'un ni dans l'autre des deux villages, il n'y a eu de résistance ; pas un seul coup de fusil n'a été tiré sur l'ennemi.

Le *Courrier du Gard* rend compte en ces termes de scènes de désordre qui ont eu lieu à Nîmes :

« Une bande d'agitateurs, mêlés à un grand nombre de femmes et d'enfants, après avoir troublé par des cris de toute nature le quartier du Cours-Neuf et les abords du théâtre, se sont portés vers l'Hôtel-de-Ville, criant : « A bas le maire ! » On en voulait, paraît-il, à ce magistrat pour un acte qui l'honneur, c'est-à-dire pour sa protestation contre le manifeste de la ligue du Midi.

« Les agitateurs venus près de la mairie, voyant l'attitude résolue du poste, se sont promptement retirés.

« Le gros des perturbateurs s'est dirigé vers la préfecture. Là, les cris étaient plus accentués. On criait : « A bas le maire ! à bas le préfet ! à bas M. de Valbons ! »

« Quelques individus, se disant délégués de nombreux citoyens, ont été introduits auprès de M. Lagot. Il lui ont demandé la destitution du maire de Nîmes. M. l'administrateur leur a répondu qu'il ne voyait pas en quoi M. Demiens avait démérité. Après quelques questions aussi peu raisonnables, suivies de réponses bienveillantes, mais fermes, les délégués ont été congédiés.

« Pendant qu'un huissier les conduisait hors de la préfecture par une porte de derrière, les grilles de l'hôtel étaient escaladées ; puis, profitant du moment où elles s'ouvraient devant quelques personnes, une foule d'hommes, de femmes et d'enfants se sont alors rués dans les corridors et ont envahi en peu d'instants plusieurs salles. Ce n'est pas sans peine qu'on est parvenu à expulser ces envahisseurs, presque tous venus en curieux plutôt qu'animés de sentiments hostiles à l'égard de l'administration.

« Cependant, l'autorité a convoqué, vers onze heures du soir, la garde nationale, qui s'est réunie avec le plus louable empressement à l'Hôtel-de-Ville, sur l'esplanade. Devant l'attitude calme et résolue des gardes nationaux, les émeutiers se sont dispersés dans toutes les directions. »

Il se forme actuellement à Tours, avec l'autorisation du gouvernement, une nouvelle compagnie de volontaires qui prend le nom de *Légion de la Mort*. Elle a pour but spécial la destruction des convois prussiens.

On nous assure que le régiment de chasseurs de la garde, fait prisonnier à Metz, est parvenu à s'échapper en grande partie. Les soldats de ce régiment, exaspérés par les mauvais traitements de leur escorte, auraient résolu de tenter d'échapper par la force à la captivité, dont les horreurs leur étaient présagées par la barbarie avec laquelle ils étaient traités. A un signal donné ils se seraient jetés sur les hommes qui les gardaient, les auraient désarmés, se seraient emparés de leurs munitions et se seraient dispersés dans les défilés des Vosges, où toute poursuite était impossible. Nous ne pouvons donner cette nouvelle comme certaine, quoiqu'elle nous vienne d'une source respectable, elle ne doit donc être accueillie qu'avec une grande réserve.

## UNE JOURNÉE A STRASBOURG.

Rien de plus facile que d'aller de Mulhouse à Strasbourg ; au lieu de faire un voyage de deux heures, comme par le passé, on en met huit ou dix ; voilà toute la différence. Mais on voyage en parfaite sécurité, sans passeport, sans sauf-conduit.

A toutes les gares badoises en rencontre un placide gendarme qui se préoccupe fort peu de vous entendre parler français et qui vous laisse passer votre chemin.

La route de Bâle à Strasbourg, par Fribourg, est connue. Il n'est personne en Alsace qui, au temps où les Badois étaient nos amis, n'ait rendu visite à la jolie fille de Fribourg, si gracieuse, si coquette, si *heimlich* ; il n'est personne parmi nous surtout qui n'est parcouru ces belles campagnes de la Forêt-Noire.

Aujourd'hui, c'est fini, il a suffi du caprice de deux hommes pour allumer la haine dans les cœurs de tant d'êtres, dont la seule cause d'inimitié est d'être séparés par un fleuve.

Le chemin de fer vous emporte à travers ce charmant pays de Baden, enfant gâté de la nature, et l'on ne peut, malgré soi, tout le long du chemin, en voyant le calme qui domine toute cette campagne, réprimer un soupir en songeant au trouble qui règne là-bas, dans notre France.

Ces villages si riants, avec leurs bordures d'arbres et de verdure, font mal quand on pense à nos pauvres campagnes incendiées par ces mêmes gens qui jouissent ici du bonheur le plus complet.

Quel changement de tableau quand on approche de Strasbourg ! Ce n'est plus que ruine. Kehl brûlé, la gare badoise anéantie, ce beau pont du Rhin, une des merveilles de notre siècle, détruit. Partout un silence de mort ; et là-bas, au loin, au milieu de la grande plaine, le dôme de Strasbourg, toujours debout comme le phare de la grande ville.

Mais le train s'arrête, il faut faire trêve aux tristes pensées qui nous assaillent, pour songer à trouver place dans l'un ou l'autre des véhicules qui vous transportent à Strasbourg. Au silence de tout à l'heure succède le plus bruyant tapage. Des voitures de tout calibre : omnibus, équipages, modestes fiacres, rustiques chariots sont là, attendant les innombrables voyageurs que la curiosité pousse à Strasbourg. C'est dimanche aujourd'hui, la foule des visiteurs est plus nombreuse que de coutume. Tout le duché de Bade s'est donné rendez-vous à Strasbourg ; des villages entiers y accourent comme à une fête.

La route de Kehl à Strasbourg est couverte d'Allemands de tous âges, de toutes conditions. Ils arrivent de partout en masse pour se repaître du spectacle de nos désastres. Les chemins de fer ont organisé des trains de plaisirs ; ils regorgent de voyageurs. Les brillants équipages de Baden-Baden, inoccupés dans la ville d'eaux, ont oublié le chemin du Vieux Château pour prendre chaque jour la route de Strasbourg au Rhin et pour transporter les Anglais qui ne veulent pas terminer leur voyage de chaque année sans avoir admiré les effets du bombardement.

On ne peut se faire une idée de la désolation de cette route du Rhin ; les grands arbres qui la bordent sont tombés sous la bache ou sous le boulet ; on devine à peine la place où se trouvaient les maisons éparées tout le long.

Le chemin qui mène à la citadelle est encombré de troncs d'arbres, et au bout de quelques mètres de murs qui furent la base.

Un pareil spectacle devrait navrer tous les gens de cœur, et cependant on ne s'en douterait guère, à voir la joie de tous ces Allemands qui sillonnent la route en entendant leurs joyeux éclats de rire.

La joie de ces gens est brutale, elle est grossière ; jusqu'à présent une délicatesse exquise voulait que le vainqueur, redoublant d'égards pour le vaincu, lui fit oublier sa douleur et son humiliation. Il paraît que cette loi n'a pas trouvé place dans le code de nos voisins. Leurs lourds quolibets tombent sur nous comme de gros pavés ; leurs lazzi, qu'ils émanent de gens gantés ou de paysans, sentent tous la brasserie.

J'étais plongé dans ces réflexions lorsque soudain une sonnerie grave et douce m'en fit sortir ; c'était la vieille cathédrale qui appelait les fidèles à l'office. Je relève la tête ; elle est en face de moi. Douleur ! le drapeau allemand flotte à ses tourelles. C'est donc bien vrai, ils sont à Strasbourg. La cité française est prussienne. Les cloches sonnaient à toutes volées ; il me semblait qu'elles protestaient contre l'invasion et qu'elles disaient dans leur langage d'airain : Courage ! Strasbourg est toujours français.

Nous voilà devant le cimetière. Les tombes gisent çà et là. La guerre n'a pas même respecté le lieu du dernier repos. Ici un enfant cherché, au milieu des débris, la pierre sous laquelle gisait sa mère ; il ne la retrouve plus, sans doute, car de grosses larmes coulent le long de ses joues. Les tombes ont servi de repaires aux ennemis et les croix de fer qui dominaient les monuments funéraires ont été brisées pour servir de mitraille.

Aux portes de la ville, ce n'est plus un fantassin français qui garde le passage, mais un soldat de la landwehr. A l'octroi, au corps de garde, dans la caserne d'Austerlitz, rien que des soldats prussiens. Au milieu de la place, les ennemis ont érigé un monument, sans doute commémoratif de leurs victoires. C'est un amas immonde de débris empilés les uns des autres. Il ne manque plus que leur drapeau au sommet pour glorifier leur chef-d'œuvre.

Dans les rues, une foule de soldats allemands qui semblent tout à fait chez eux ; à les voir si à l'aise, on dirait qu'ils n'ont jamais habité Strasbourg. Avec eux se promènent en bandes de nombreux amis auxquels on fait voir toutes les merveilles dues aux boulets prussiens. Ici c'est toute une famille, père, mère, enfants, qui est venue passer le dimanche avec le fils aîné en garnison à Strasbourg ; il faut entendre toutes les exclamations de ces braves gens, en voyant les dégâts causés à la cathédrale ; la trace qu'a laissée un boulet, qui, par mégarde (ce sont les Prussiens qui le disent) est venu frapper la croix, excite au plus haut degré leur admiration.

La un jeune officier offre gaillardement le bras à une blonde compatriote. La descendante de Charlotte a oublié ses confitures pour accourir à Strasbourg visiter la nouvelle capitale du duché de Bade.

Au milieu de tout ce monde qui encombre les rues à un tel point que dans certains quartiers la circulation est à peu près impossible, on ne retrouve pas une figure amie ; Strasbourg est sans Strasbourgeois.

Le dimanche matin, d'habitude, la population aimait à flâner le long de ses trottoirs ; les jeunes gens y croisaient les jeunes filles qui étrennaient leurs toilettes, pendant que les mamans devaient des petits cancons de la semaine ; nos jeunes officiers y promenaient leurs uniformes ; aujourd'hui plus une personne de connaissance, rien que des étrangers. Les brasseries regorgent de monde, mais tout ce monde est composé uniquement d'Allemands. Sur la place d'Armes, la garnison prussienne défèle aux sons de la musique. Beaucoup de curieux, mais tous ces curieux sont des Allemands, et les Strasbourgeois, si connus par leur prédilection pour tout ce qui est soldat, brillent par leur absence.

Ont-ils donc tous, après la capitulation, émigré la ville conquise ? Non, mais tous, ils ont oublié la brasserie pour laquelle ils éprouvaient un penchant devenu proverbial, parce que à chaque table, ils y auraient rencontré des Allemands.

Leur faible pour les soldats subsiste encore, mais seulement pour ceux dont le drapeau est aux trois couleurs nationales.

Strasbourg a provisoirement renoncé à ses plus chères habitudes. Le peuple a oublié qu'il ne savait que l'allemand pour ne point parler la langue du vainqueur. Un ouvrier, quand un soldat prussien l'accoste dans la rue pour lui demander son chemin, lui répond : *Je parle bas l'allemand*, et ce sont là presque toujours les seuls mots qu'il possède dans la langue française.

Les ruines de cette pauvre ville, ses faubourgs dont il reste à peine quelques débris, les ravages causés à la cathédrale vous affectent moins que la situation morale de cette vaillante population. L'Allemagne tout entière pourra combler Strasbourg de ses faveurs, mais elle ne pourra pas rendre à ses habitants leurs souvenirs, leurs livres, leurs manuscrits précieux qu'ils conservaient avec tant de respect, et surtout leurs amis, leurs parents que les boulets ont fauchés.

La vieille cité a depuis longtemps perdu le souvenir de son origine allemande. Elle n'est point une ingrate ; elle sait tout ce qu'elle doit à la France, sa mère adoptive, à notre beau pays, foyer de ce qui est grand, de ce qui est noble.

La France est la patrie des Strasbourgeois. Leur histoire est là pour l'attester, leurs plus grands héros ont tous été Français ; leur attitude si digne au milieu de leur désespoir le témoigne avec une touchante éloquence.

Cela fait mal de voir cette tristesse et cet accablement ! Pour un Français ce spectacle est un supplice. Aussi j'eus hâte de dire à cette pauvre ville non pas un adieu, car nous la reverrons heureuse, mais un simple au revoir. Je la quittais l'âme brisée, en salueant ses murs d'un dernier regard, je compris amèrement combien devaient être poignantes, pour l'héroïque cité, les douleurs de l'exil.

(Nouveliste de Rouen.)

## LES MOBILES D'AVESNE DANS L'OISE.

Nous devons à l'obligeance de l'officier qui nous a déjà renseigné sur le combat de Formerie les intéressants détails qui suivent sur le premier coup de main de la compagnie franche :

« Le 7 novembre, le commandant du bataillon donna l'ordre à la 5<sup>e</sup> compagnie, dite compagnie franche, d'aller en reconnaissance du côté de Marseille et de St-Omer, villages situés sur la route de Beauvais ; le commandant de la compagnie avait carte blanche pour trois jours. Le premier jour rien ne fut signalé et après plusieurs heures d'attente, la compagnie se retira à travers bois sur Rothois, où elle passa la nuit.

« Le 8 au matin, nous nous dirigeons sur St-Omer ; les uhlands, au nombre de 40, accompagnés par 20 fantassins, étaient passés à St-Omer, cinq minutes avant notre arrivée, le coup était encore une fois manqué. On se replia de nouveau sur Rothois, mais la rage dans le cœur, car on était sûr d'avoir été trahi.

« Le 9, à sept heures et demie, on se remit en marche pour aller prendre position près de la route de Beauvais à Grandvilliers, entre Achy et St-Omer.

On avait pris cette fois tant de précautions que toute la compagnie put arriver à son poste sans être aperçue de qui que ce fut. A onze heures et demie les uhlands étaient signalés, et au moment où un groupe de 25 à 30 passait en face de l'embuscade, un feu bien dirigé les accueillit. Ceux qui purent tourner bride s'enfuirent de toute la vitesse de leurs chevaux, entraînant avec eux leurs camarades restés en arrière ; les autres errant dans toutes les directions furent

retoulés jusqu'à dans le parc du château d'Achy où ils se trouvèrent enfermés comme dans un immense cul de sac.

« Trois chevaux furent pris vivants, trois furent tués, guidés, deux autres blessés à mort allèrent s'abattre dans les bois. Dix à douze uhlands furent touchés, les uns mortellement, les autres assez grièvement ; trois d'entre eux furent trouvés morts à Moncaux. On ne saura du reste le résultat réel de cette rencontre que quand les bois environnants auront été fouillés.

« Dans tous les cas, le résultat est bon : d'abord pas une égratignure, ensuite huit chevaux pris ou tués, d'autres qui se sont enfuis probablement blessés, une dizaine de uhlands touchés et prise d'armes et bagages de toutes espèces.

« Il y a eu beaucoup d'élan chez nos mobiles ; je n'ai pas qualité pour juger du mérite des autres, mais je suis en mesure de reconnaître que le sergent Courrège, le caporal Jamain, les gardes mobiles Baghin et Cohé (ces deux derniers de Soire-le-Château) méritent tous de grands éloges.

« Les trois officiers de la campagne franche, capitaine Crucis, lieutenant de Robaulx et sous-lieutenant Maricaud ont maintenant chacun un cheval de uhland. L'affaire du 9, que je viens de vous narrer, m'amène à parler aussi de celle du 31 octobre que fit manquer la Non-tenseur terreur inspirée par l'ennemi aux habitants des villages.

« La compagnie était partie en reconnaissance du côté de Thieuloy, village à quatre kilomètres de Grandvilliers ; le capitaine Crucis arriva là, y laissa le gros de sa troupe et poussa avec douze mobiles à huit kilomètres, plus loin du côté de Marseille. Il pénétra dans le bourg et entra avec ses hommes dans la mairie pour avoir des renseignements. Tout-à-coup cinq dragons prussiens débouchèrent, juste en face de la maison commune ; huit autres les suivirent. Nos mobiles les voyaient très-bien par les fenêtres et se préparaient à les descendre quand, arrivés à 150 mètres, les dragons tournent bride au galop, une femme venait de les prévenir qu'il y avait des Français dans le village. Cependant le capitaine commande le feu et deux dragons sont blessés, l'un a deux doigts coupés, l'autre le poignet traversé.

« N'est-il pas triste de voir ainsi des populations françaises faire cause commune avec l'envahisseur ; nous sommes obligés de nous méfier des paysans comme si nous étions en pays ennemi. Sans la trahison de cette femme, le capitaine Crucis et ses hommes eussent recueilli le fruit de leur reconnaissance hardi qui n'en fait pas moins honneur à ceux qui l'avaient entreprise.

Observateur.

## La situation en Champagne.

On adresse de Vitry-le-François les renseignements suivants, qui montrent l'invasion dans toutes ses horribles conséquences, et cela dans une contrée qui n'a pas fait la moindre résistance à l'ennemi.

M. Valentin, maire de la ville, est mort le 16 octobre, par suite des exigences et tracasseries des Prussiens.

M. le chevalier de Bouvet, maire de Saint-Rémy, M. Bardin, premier adjoint de la mairie de Vitry, sont prisonniers en Allemagne, pour avoir délivré des certificats à des jeunes gens, qui partaient s'engager à Troyes.

M. Solleto, maire de Loisy-sur-Marne, est prisonnier à cause de rails enlevés sur son territoire.

Les réquisitions sont écrasantes dans la ville et l'arrondissement. Le 18 octobre, chaque commune envoyait à Vitry sa quote-part d'un million imposé au département, non compris les sommes déjà versées par les villes.

Aux réclamations toujours timides, voilà la réponse des Prussiens : Vous êtes un pays conquis ; vos personnes et vos biens nous appartiennent ; nous pourrions exiger davantage ; la garnison et les soldats, nombreux, sont nourris par les habitants.

Le typhus règne dans la garnison de la ville ; il y a sept ou huit morts par jour. Le typhus règne aussi sur les troupes parquées sur Chalons-sur-Marne ; tous ont été abattus.

Il y a des suicides de soldats qui apprennent que leurs femmes et leurs enfants meurent de faim. On a placé des affiches dans les communes, défendant de donner à manger aux soldats français, sous peine de mort. Des maires ont eu la lâcheté de faire placarder ces ignobles affiches dans plusieurs endroits, de leurs communes.

Des soldats échappés de Sedan, mourant de faim et de fatigue, ont été repoussés par un maire.

L'espionnage et le terrorisme régissent le commerce et les marchés, sont approvisionnés par des marchands tirés de l'Allemagne. Les communications par chemins de fer sont rétablies sur toute la ligne jusqu'à Epernay.

Il y a réaction contre l'ennemi dans les départements limitrophes. Ils prennent tout les chevaux de ligne sont pris pour promener les officiers et pour les plaisirs de la chasse.

Les préfets et sous-préfets sont Prussiens. Dans les départements, les maires sont obligés, sous peine de mort, de fournir des renseignements exacts sur le dénombrement de la population, noms, prénoms, âge, fortune. Les parents sont responsables de leurs enfants.